

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrières, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 31 juillet 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **AUBERT et DUVAL**

Avenue Jean Jaurès  
58160 IMPHY

Références : 230427  
Code AIOT : 0025100044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement AUBERT et DUVAL implanté Avenue Jean Jaurès BP 2 58160 Imphy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'est déroulée suite à un début incendie lors d'opération de démantèlement de matériel dans l'atelier de refusion. L'incendie a été rapidement maîtrisé en interne sans dommages sur l'environnement, les biens ou les personnes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AUBERT et DUVAL
- Avenue Jean Jaurès BP 2 58160 Imphy
- Code AIOT : 0025100044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUBERT & DUVAL est autorisée à exploiter des unités de fusion et de traitement des métaux sur la commune d'Imphy. La société AUBERT&DUVAL exploite ses unités sur la même emprise géographique que le site d'APERAM.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 34.6	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 34.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors du départ d'incendie survenu dans le cadre du démantèlement d'un four de refusion, l'exploitant a su faire preuve de réactivité pour circonscrire le feu. Il devra fournir un rapport d'incident expliquant notamment les causes et les conséquences de cet événement, et déterminer pourquoi le système d'extinction à l'azote n'a pas fonctionné.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 34.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans les zones de risque incendie ou d'explosion sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc.).  Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un permis de feu délivré conformément aux dispositions du paragraphe 32.8 du présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b> Au préalable des travaux de démantèlement d'un four dans l'atelier de refusion, il a été rédigé un plan de prévention et un permis de feu avec l'entreprise sous-traitante.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 34.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention doivent faire l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.
<b>Constats :</b> Lors du début d'incendie dans la conduite d'aération de la station de broyage, le système d'extinction à l'azote n'a pas fonctionné. L'exploitant devra faire procéder à la vérification de ce système et déterminer les causes de son non-fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 3 : Mesures d'information en cas d'incident grave ou d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/10/2005, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex...) l'inspecteur des installations classées.  Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.
<b>Constats :</b> Suite à l'incendie survenu lors du démantèlement d'un four dans l'atelier de refusion, l'exploitant devra fournir à l'inspection des installations classées un rapport d'incident incluant l'ensemble des éléments décrivant le contexte, les mesures immédiates mises en place et les mesures prévues pour que ce genre d'incident ne se reproduise pas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours